Les Cahiers du CEDIMES
2024, Volume 19, Hors-série n° 2024, https://doi.org/10.69611/cahiers19-HS-36
ISSN 2110-6045

Le rôle de l'Union européenne entre certitudes et déséquilibres dans le nouveau scénario global : quels défis ?

Rosalina GRUMO

Université de Bari Aldo Moro, Italie, rosalina.grumo@uniba.it

Résumé : Les États européens, au lendemain de la Seconde Guerre mondiale, avaient compris que seule la paix pouvait permettre le développement et le bien-être. L'idée d'une Communauté économique européenne, dans sa fondation, basée surtout sur l'économie, qui devait choisir sa propre orientation politique, conduirait-elle à une ligne commune, à une unité ? On sait qu'entre l'Amérique et la Russie, la Communauté, devenue l'Union européenne, devait s'élargir, au nom d'un continent qui n'a peut-être jamais été vraiment uni, mais dans lequel l'unité fais partie de l'histoire commune et des racines culturelles. L'élargissement s'est opéré vers l'Est mais pour quel projet politique européen ? La question balkanique, la sortie de la Grande-Bretagne de l'Union semblaient avoir mis de côté le rêve des États-Unis et d'Europe. Trop d'États, trop différents les uns des autres sur le plan historique et anthropologique, trop faibles pour avancer vers un véritable projet unitaire. Au lieu de cela, la combinaison du Brexit avec la pandémie mondiale a ravivé l'étincelle d'une volonté plus grande que la seule union économique. Dans ce qui, jusqu'à récemment, paraissait pour de nombreux Européens le point le plus difficile de leur histoire individuelle, l'Europe a su se retrouver unie d'une certaine manière, a su donner une direction politique à chacun de ses membres. Un sentiment de Paneurope, trop souvent et longtemps utilisé, à tort, comme prétexte pour imposer l'occidentalisation démocratique. La guerre aux portes de l'Europe entre la Russie et l'Ukraine est, peut-être, le dernier élément d'un choc nécessaire pour se réveiller. Au pire moment, les peuples, les citoyens, d'une Europe véritablement unie se sont montrés devant les États qui les gouvernaient. Et là encore, le bruit d'une menace imminente rappelait la nécessité pour l'Union de remplir un espace géopolitique auquel elle avait trop longtemps abdiqué.

Car évidemment il n'y a pas de réponses sûres à une situation qui pourrait, tragiquement ou miraculeusement, se développer. L'objectif est donc de s'interroger sur les évolutions que la situation actuelle de la guerre entre la Russie et l'Ukraine pourrait engendrer, en premier lieu, pour l'Union européenne à la lumière de tout le processus troublé que nous avons déjà connu.

L'UE a donc aujourd'hui l'occasion de combler précisément cet écart politique tant attendu mais, pour achever cette voie, il est nécessaire que l'Union revoie ses directives économiques en faveur d'une véritable intégration culturelle, qui n'a jamais été pleinement mise en œuvre, d'une part à l'intérieur de son propre noyau historique, d'autre part vers les pays de l'ancienne Union soviétique (entrées dans l'UE il y a près de vingt ans mais jamais vraiment intégrées), décidant alors de s'étendre réellement vers la région des Balkans. Ce n'est qu'ainsi qu'elle pourra avoir la force de jouer un véritable rôle géopolitique détaché de la dépendance historique vis-à-vis des autres puissances mondiales (Amérique, Chine, Russie) auxquelles l'UE a trop longtemps délégué les intérêts politiques à des acteurs extérieurs influençant de manière proactive les dynamiques mondiales, en trouvant une orientation politique commune qui conduit l'Union européenne à être interprète et protagoniste des équilibres internationaux.

Mots-clés : l'Union européenne, rôle politique, médiation, équilibre, démocratie

Abstract: European states, following the Second World War, understood that only peace could enable development and well-being. Would the idea of an European Economic Community, in its foundation, based above all on the economy, which had to choose its own political orientation, lead to a common line, to unity? We know that between America and Russia, the Community, which became the European Union, had to expand, in the name of a continent which has perhaps never been truly united, but in which unity part of the common history and cultural roots. Enlargement took place towards the East but for what European political project? The Balkan question and Britain's exit from the Union seemed to have put aside the dream of the United States and Europe. Too many States, too different from each other historically and anthropologically, too weak to move towards a true unitary project. Instead, the combination of Brexit and the global pandemic has reignited the spark of a desire greater than economic union alone. In what, until recently, seemed to many Europeans the most difficult point in their individual history, Europe was able to find itself united in a certain way, and was able to give political direction to each of its members. A feeling of Pan-Europe, too often and for a long time used, wrongly, as a pretext to impose democratic Westernization. The war at the gates of Europe between Russia and Ukraine is, perhaps, the last element of a shock necessary to wake up. At the worst moment, the people, the citizens, of a truly united Europe showed themselves in front of the States that governed them. And here again, the sound of an imminent threat recalled the need for the Union to fill a geopolitical space to which it had abdicated for too long. Because obviously there are no sure answers to a situation that could, tragically or miraculously, develop. The objective is therefore to question the developments that the current situation of the war between Russia and Ukraine could generate, first of all, for the European Union in the light of all the troubled process that we have already known. The EU therefore has today the opportunity to precisely bridge this long-awaited political gap, but to complete this path, it is necessary for the Union to review its economic directives in favor of true cultural integration, which has never been been fully implemented, on the one hand within its own historical core, on the other hand towards the countries of the former Soviet Union (entries into the EU almost twenty years ago but never really integrated), then deciding to really expand towards the Balkan region. Only in this way can it have the strength to play a real geopolitical role detached from historical dependence on other world powers (America, China, Russia) to which the EU has for too long delegated the political interests to external actors proactively influencing global dynamics, finding a common political orientation that leads the European Union to be interpreter and protagonist of international balances.

Keywords: the European Union, political role, mediation, balance, democracy

Classification JEL : F 68, F 5

1. Introduction

La réflexion critique de la contribution part avant tout de quelques questions : pourquoi l'Union européenne est née, pourquoi elle s'est développée vers l'Est et, surtout, quelle est la perspective future de l'UE face aux défis qui se poseront en un scénario qui change constamment ? Il a été possible d'analyser de nombreux événements du passé car ils se sont consolidés dans le temps. Et l'analyse de tous ces événements a mis en lumière plusieurs considérations. Premièrement, l'Europe est un rêve lointain (peut-être dans des millénaires), mais c'est un rêve devenu réalité ; il est certain que l'espace géographique dans lequel nous évoluons a façonné l'histoire de la planète.

Au lendemain de la Seconde Guerre mondiale, les États européens ont compris que seule la paix permettrait le développement et le bien-être de la communauté. Mais déjà à partir de ce moment, les particularismes et nationalismes européens poussaient davantage vers l'intégration économique que politique et l'orientation politique aurait cédé aux intérêts économiques individuels

des États qui pourraient hypothétiquement trouver une unité dans l'économie. L'analyse passe ensuite à l'élargissement de l'Union à l'Est, un vieil héritage impérialiste, une autre opération qui a su éloigner toujours plus le projet politique et qui met en évidence les motivations économiques, également dues à la présence de réelles différences historiques - culturelles des pays intégrés.

La question balkanique non résolue (encore aujourd'hui) et la sortie de la Grande-Bretagne de l'Union semblent avoir brisé le rêve des États-Unis européens. Trop d'États, trop différents les uns des autres, trop faibles pour avancer vers un véritable projet unitaire. Au lieu de cela, le Brexit et la pandémie mondiale ont peut-être ravivé l'étincelle d'une volonté plus grande que la seule union économique. L'Europe a su se retrouver en quelque sorte unie, elle a su donner une orientation politique aux citoyens européens et à chacun de ses membres, elle a peut-être involontairement fait comprendre à ses propres citoyens qu'il y avait plus d'avantages à être ensemble et à s'entraider que d'être au même « endroit », mais chacun suivant son propre chemin.

Le conflit russo-ukrainien aux portes de l'Europe constitue alors la dernière pièce d'un choc nécessaire. Nous avons pendant trop longtemps délégué de véritables intérêts politiques à des acteurs extérieurs, comme l'Amérique, la Chine ou la Russie elle-même.

Mais au pire moment, les peuples, les citoyens d'une Europe véritablement unie se sont montrés en avance sur les États qui les gouvernaient. Et là encore, le bruit d'une menace imminente a rappelé la nécessité pour l'Union de remplir un espace géopolitique auquel elle avait trop longtemps abdiqué.

À la lumière de tout cela, l'UE aura l'occasion de combler précisément ce fossé politique tant attendu mais jamais pleinement réalisé, également à la lumière des grands changements mondiaux et des défis auxquels elle devra inévitablement répondre et, surtout, être capable d'influencer activement la dynamique mondiale sur les nombreuses questions non résolues. Nous essaierons d'analyser cela et bien plus encore dans cette contribution.

2. La naissance de l'idée européenne: de la CECA à l'élargissement

La Seconde Guerre mondiale a posé le problème de l'instabilité et du danger provoqué par les nationalismes extrêmes. Cette situation a conduit le Vieux Continent à s'interroger sur la nécessité d'une intégration qui aplanirait les différences et unifierait les intentions des différents États. L'idée d'une Europe unie régulée par un organisme supranational était de plus en plus présente et souhaitée comme solution non seulement pour la stabilité politique, mais aussi pour laisser entrevoir les avantages pour les différents États membres.

Cette fermentation a conduit à la naissance du Conseil de l'Europe (CdE) (1949), après la ratification du Traité de Londres, dans le but de promouvoir la démocratie, les droits de l'homme et la solution des problèmes sociaux (Churchill, 2019). Mais le premier véritable acte qui a ouvert la voie à une véritable intégration des États de la vieille Europe dans une union a été la création de la Communauté européenne du charbon et de l'acier (CECA), une communauté économique.

Cela conduit à la signature du Traité de Paris le 18 avril 1951, qui consacre la création de la CECA (Preda D., 2008). Cela impliquait la création d'un marché commun du charbon et de l'acier, la libre circulation des marchandises et l'interdiction des aides d'État, de la discrimination et des pratiques restrictives. Les tâches spécifiques de la Communauté étaient : assurer un approvisionnement stable en charbon et en acier sur le marché, garantir un accès équitable aux sources de production et une répartition rationnelle, encourager l'augmentation et la modernisation de la production, contrôler les prix, promouvoir l'amélioration de vie des travailleurs du secteur du charbon et de l'acier.

Les six pays fondateurs (France, Allemagne de l'Ouest, Italie, Pays-Bas, Belgique et Luxembourg) ont ainsi fait un premier pas très important vers ce qui allait progressivement devenir l'Europe telle que nous la connaissons aujourd'hui. En fait, ils ont conféré tous les pouvoirs concernant ces ressources primaires à des institutions communes et supranationales, abandonnant

ainsi une petite partie de leur souveraineté dans un secteur économique pour cette période fondamentale, jusqu'à la CEE (Communauté économique européenne).

Si les deux communautés (CECA et CEE) étaient apparemment similaires, elles étaient profondément différentes, notamment en ce qui concerne l'élaboration des normes ; la CEE, en effet, était configurée d'une part comme une construction de règles complètes, à mettre en œuvre sans qu'il soit nécessaire de recourir à d'autres procédures décisionnelles. D'autre part, le Traité CEE pourrait être défini comme un Traité « cadre » qui fixait certains objectifs de politiques communes, parfois déjà prévues, comme par exemple la politique agricole commune (PAC), la politique commune des transports, la politique commerciale commune, et les procédures nécessaires à la production législative des lois visant à les réaliser. L'union douanière a été créée dans les années 1960. Dans les années 1970, le Danemark, l'Irlande et le Royaume-Uni ont rejoint la CEE (Lizza G., 1992; Coppola P., 1984, p. 38).

Dans les années 1980, la Grèce (1981), suivie du Portugal et de l'Espagne, l'ont rejoint, portant le nombre d'États membres à 12. Ce sont des années fondamentales tant pour l'Accord de Schengen que pour l'Acte unique européen (Aja) qui, en modifiant les Traités de Rome, entraîne d'importantes réformes institutionnelles et permet de poursuivre le chemin vers l'achèvement du marché unique. Le Traité de Maastricht a été signé en 1992. Ce qui jusqu'alors était communément appelé la CEE (Communauté économique européenne) devient l'Union européenne (UE) (Commission européenne, 2021, Olivi B., 1993).

Le Traité fixe des règles précises relatives à la monnaie unique, à la politique étrangère et de sécurité et à une coopération plus étroite en matière de justice et d'affaires intérieures mais aussi la libre circulation des biens, des services, des personnes et des capitaux et devienne une réalité le marché unique L'Union européenne issue de Traité de Maastricht n'est donc pas seulement la somme des trois Communautés historiques (CEE, CECA et Euratom), mais aussi un élargissement de compétences dans des secteurs divers et importants.

Entre-temps, en 1995, l'Autriche, la Finlande et la Suède ont rejoint l'Union, portant le nombre de l'UE à 15 et en 2002, la monnaie unique européenne appelée Euro est arrivée. C'est dans ce cadre que se développe l'idée d'élargissement, elle concerne 10 nouveaux Etats membres (Estonie, Lettonie, Lituanie, Pologne, République tchèque, République slovaque, Hongrie, Slovénie) qui faisaient partie depuis des décennies du régime communiste, suivis de Malte et de Chypre en 2004, de la Bulgarie et de la Roumanie en 2007 et de la Croatie en 2013, atteignant 28 États.

Le processus ardu d'élargissement vers les pays dits PECO et les scénarios qui s'annoncent après une stabilisation progressive de la Russie sous Poutine et son retour conséquent sur la scène internationale en tant qu'acteur international, ainsi que la montée économique et politique de la Chine et des économies émergentes d'Asie, posait de nombreux problèmes à une Europe qui poursuivait son chemin d'unification, sans jamais vraiment clarifier sa propre volonté politique ; une Europe qui a continué à rechercher une unité économique qui, tout en portant ses fruits d'un côté, a montré sa faiblesse de l'autre, soulignant la nécessité pour les États individuels, en particulier ceux récemment inclus dans l'Union, de rechercher souvent des stratégies alternatives pour poursuivre leurs objectifs particuliers, prend fin.

En outre, ce scénario continue de cacher un conflit bipolaire qui n'a peut-être jamais vraiment pris fin entre la Russie et les États-Unis, en raison de la domination des structures mondiales qui passent inévitablement par le Vieux Continent, faisant de l'Europe, une fois de plus, l'arrière-pays d'un affrontement qui s'est joué et continuera à se jouer entre Washington, fort également de sa domination au sein de l'OTAN, et Moscou qui finit toujours par passer par le talon d'Achille de l'UE, c'est-à-dire le terrain économique, en gardant au centre de la bataille ceux des territoires qui, dans notre stricte situation actuelle, ont montré qu'ils étaient l'objet, ou l'excuse, du différend, à savoir l'Ukraine et toute cette frontière orientale de la nouvelle Europe élargie. Une idée donc de Pan-Europe mais aussi d'EurAsia, alors que la question balkanique reste en suspens depuis les années 1990 (Lizza G., 2004 ; Grumo R., 2004).

L'ouverture de l'Union à la zone balkanique était déjà prévue depuis un certain temps, notamment à travers les processus de stabilisation et d'association (PAS) et les accords y afférents déjà entamés en 2005 par la Croatie elle-même, ainsi que par la Macédoine du Nord, l'Albanie et le Monténégro. Après l'adhésion de la Croatie à l'UE, les accords de stabilisation de la Serbie (septembre 2013), de la Bosnie-Herzégovine (juillet 2015) et du Kosovo (avril 2016) sont également entrés en vigueur les années suivantes. Il était donc évident que la prochaine étape pour l'Europe, afin de « parachever » son unification, aurait été d'intégrer précisément ces pays des Balkans, mais l'élargissement que l'Union a déjà connu sur le front de l'Est n'est pas encore résolu sur le plan de la consolidation interne, ils avaient certainement apporté davantage de prudence dans ce domaine.

Des problèmes qui dans l'état actuel deviennent urgents et qui, dans le nouveau cadre qui se dessine, devraient trouver une solution en ce qui concerne les pays mentionnés, avec en plus la Serbie qui n'a pas été prise en considération après les conflits dans les Balkans (De Michelis G., 2000 ; Lump, 2015). Le Président de la Commission européenne de l'époque, Jean-Claude Junker, a déclaré que pendant les cinq années de sa présidence, le processus d'élargissement aurait dû s'arrêter temporairement pour permettre la consolidation de ce qui avait été atteint grâce à l'Union européenne de 28 États, sans pour autant arrêter les négociations, mais sans permettre d'autres entrées dans l'UE avant 2019 (Junker, 2014).

On voit donc combien l'Europe de ces années-là traversait certainement une phase compliquée en ce qui concerne la refonte même du concept d'unité. Si, d'une part, l'expansion territoriale et les changements que les traités ont apportés aux arrangements institutionnels de l'UE avaient permis une perspective de croissance économique et le renforcement conséquent des marchés, d'autre part, la nécessité était de définir le cadre même de l'idée de l'Europe, les raisons qui avaient conduit à constituer des États aussi profondément différents par leur histoire, leurs traditions et leurs désirs.

Au fil des années, ce manque de perspective a conduit à ignorer les véritables raisons et à sous-estimer les changements en cours en faisant appel, mais aussi en véhiculant, un message d'unité, qui entre alors toujours en conflit avec les demandes particulières des États individuels qui sont incapables, et peut-être encore, de se débarrasser complétement d'une idée ancienne de l'État-nation.

3. Brexit et pandémie : étapes fondamentales pour l'UE

Après de nombreuses années de débats internes sur le maintien ou non dans l'Union européenne, le Royaume-Uni a réussi à organiser un référendum sur cette question le 12 juin 2016. Avec une victoire de 52 % des partisans d'une sortie de l'UE, le Royaume-Uni a officiellement annoncé le retrait du pays en mars 2017, selon les modalités établies par l'article 50 du Traité de Maastricht, ouvrant ainsi les négociations de retrait. Juste après le résultat du referendum, le Premier ministre de l'époque, David Cameron, conservateur mais favorable au maintien dans l'UE, a démissionné et a été remplacé par Theresa May.

Le résultat du référendum et le début des négociations qui ont suivi ont été un choc pour l'ensemble de l'Europe. Au cours de ces années, en effet, de nombreuses voix eurosceptiques se sont élevées au sein de l'Union, soulignant souvent le caractère restrictif des règles que l'UE elle-même s'était imposées, notamment à la suite des crises successives à partir de 2008, fomentées au sein de leurs États la possibilité de quitter l'Europe. Mais le cas du Brexit a plutôt montré à tous que pour survivre en tant qu'unité, et peut-être parvenir à une véritable intégration, il fallait d'abord abandonner l'idée d'une Europe à deux vitesses, mais aussi adopter une flexibilité et une plus grande organisation interne. Cependant, l'autre grand dilemme qui s'est manifesté à tous les acteurs de cette histoire était qu'une « intégration différenciée » et flexible aurait pu déclencher une tendance à la désintégration, stimulant davantage l'hétérogénéité (Arfaras, 2016).

Si l'on considère la question d'un point de vue strictement économique, le Brexit n'a donc pas été avantageux pour la Grande-Bretagne. Dans ces moments de crise, il convient certainement de souligner que la Fédération de Russie, désormais sous le contrôle de Poutine, considérait le Brexit avec sympathie, en particulier pour sa propagande anti-européenne. Mais cette complaisance a certainement contrebalancé les répercussions économiques potentielles que la Russie elle-même aurait pu subir, dans la mesure où elle est étroitement liée à l'économie de l'UE, d'une éventuelle désintégration de l'Europe. En revanche, le risque d'une crise sur le Vieux Continent aurait poussé la Russie, et elle l'a fait, à se rapprocher de la Chine, voire à se contenter d'une position subordonnée.

Et le vide européen créé de toute façon par la sortie d'un pays important comme le Royaume-Uni a été comblé par ces soi-disant « pays frugaux » (lire les Pays-Bas et l'Autriche). Les projections font état d'une perte économique énorme pour le Royaume-Uni (une baisse de 15 % des importations-exportations et une perte de 4 % du PIB d'ici 2026 ont été estimées) sans compter les effets négatifs incalculables dans des centaines de secteurs ; il suffit de penser au marché du travail, avec les énormes difficultés à trouver des travailleurs en raison de l'échec des accords de Schengen, ou de la fuite des banquiers de la City, qui déplacent les centres de contrôle de Londres à Francfort, Paris et Milan, et enfin vers l'immigration illégale dans le pays par rapport aux années pré-Brexit. À tel point qu'on parle désormais au Royaume-Uni d'un sentiment de «Bregret » (remords d'avoir voté le Brexit), selon une enquête qui a montré que 647 circonscriptions sur 650 en Grande-Bretagne ont une nette majorité de citoyens qui envisagent le Brexit comme une erreur (Caselli, 2016 ; Bosco, 2020 ; Konrad, 2021 ; Guerrera, 2023).

Cet événement déstabilisateur pour l'Union n'est pas moins positif pour les institutions européennes ; d'une part, en effet, les mouvements centrifuges de nombreux pays qui pensaient pouvoir suivre le modèle britannique se sont affaiblis, obtenant un avantage immédiat en termes de consensus populaire ; d'autre part, la conscience du poids économique de l'Union et de l'avantage qui en découle d'en faire partie s'est renforcée.

L'autre événement qui a frappé particulièrement l'Europe, mais en fait la planète entière encore plus durement, a été la pandémie de Covid-19. Comme on le sait, l'explosion de la pandémie depuis le début de l'année 2020 a touché toute l'Europe, à commencer par l'Italie où les premiers cas ont commencé à se multiplier. Ce qui est le plus important au niveau européen est qu'entre avril et juillet 2020, les États membres se sont mis d'accord sur un fonds commun extraordinaire pour aider l'UE à atténuer les effets de la crise, le plan Next Generation EU. La mesure obligeait chaque pays bénéficiaire à utiliser les ressources mises en place pour faire face aux conséquences du Covid, mais elle était liée à la réalisation d'objectifs communs visant spécifiquement certaines politiques comme l'innovation technologique et la transition verte ou la mise en œuvre de politiques liées au travail, la justice et les affaires.

Mais techniquement, ce qui était encore plus important était le fait que les ressources financières de ce plan avaient été mobilisées par l'UE en émettant ses propres titres de dette publique. Cette nouveauté est importante car, même si pour l'instant elle se limite à la période concernée (c'est-à-dire 2020-27), l'Union acquiert pour la première fois sa propre capacité budgétaire avec laquelle financer des objectifs politiques transnationaux spécifiques, en allouant des ressources de manière sélective à des pays isolés qui doivent faire face à des problèmes spécifiques et, à terme, si cette innovation devait se stabiliser, elle permettrait aussi de financer des compétences européennes communes comme, par exemple, une défense commune ou un système de santé commun qui constituent entre autres les points les plus faibles de l'UE.

Pour la première fois, une crise sanitaire dramatique a pu jeter le doute sur les intentions financières et économiques fondamentales de granit, qui semblaient être le seul moteur des sentiments nationaux et internationaux et il a été compris que la véritable crédibilité géopolitique s'obtient en laissant aller les intérêts personnels. Alors, grandissez ou disparaissez : grandir en tant qu'Europe unie, sous la forme fédéraliste ou dans toute autre déclinaison de celle-ci.

Nul doute que la pandémie, en rebattant les cartes du monde, nous a certainement aussi obligé à repenser l'Union, en lui donnant une orientation beaucoup plus politique. L'Europe a dû accepter le concept de solidarité intra-européenne (un principe qui était en fait déjà présent dans les Traités de l'UE) en tant qu'application concrète, largement répandue et concrète.

4. Le conflit russo-ukrainien et les conséquences sur l'UE

Le 24 février 2022, les grands progrès réalisés par l'Union pour réellement faire de l'Europe un nouvel acteur géopolitique mondial ont été ébranlés. Même lors de ce grand élargissement à l'Est, alors conclu en 2004, que l'Union avait déjà planifié et peaufiné immédiatement après la chute du mur de Berlin, l'Ukraine était restée exclue, presque dans le flou. D'un côté, le gouvernement de Kiev avait demandé à entamer des négociations pour une éventuelle adhésion à l'UE, de l'autre, l'Europe bloquait sous prétexte de la grande instabilité politique du pays, en réalité seulement préoccupée par les lourdes répercussions économiques qu'entraînerait l'élargissement en cours (Chiaruzzi, 2022).

Mais l'Ukraine, de son côté, renforcée par le culte de sa propre indépendance acquise, a résisté à la Russie qui essayait de ne pas se laisser écraser par les accords énergétiques toujours plus étroits sur le gaz russe, par exemple en évitant de rejoindre complétement la Communauté eurasienne et en essayant d'obtenir l'aide de cette communauté du Nord, avec une Amérique qui a déplacé ses intérêts vers l'échiquier euro-asiatique. Certes, pour Washington, Kiev était un tremplin potentiel vers la mer Noire et donc une ressource pour endiguer la Russie de Poutine (Brzezinski, 1998). Il suffit de dire que quelques années plus tôt Brzezinski avait émis l'hypothèse que la tâche des États-Unis était d'aider l'Ukraine à s'intégrer à l'Occident afin que son développement et son indépendance fassent contrepoids au retour de l'influence russe.

Ainsi, arrivant pratiquement à notre passé proche, en janvier 2022, lorsque les renseignements américains avaient alerté le monde intérieur d'une invasion russe imminente contre l'Ukraine, compte tenu également de la forte présence de troupes russes aux frontières, ces déclarations avaient été rejetées par le Kremlin et Zelenskyj lui-même rassurait alors la population sur l'improbabilité d'un tel événement.

Le 21 février 2022, Poutine, lors d'un discours à la nation russe, a reconnu l'indépendance des territoires séparatistes de Donetsk et Lougansk et seulement trois jours plus tard, il a envahi l'Ukraine dans ce qu'il aurait appelé une « opération spéciale ». Cette guerre se retrouve déjà dans les antécédents que nous venons de décrire ; l'OTAN, avec son expansion toujours plus grande vers l'Est, a permis à l'Amérique d'envisager la possibilité d'étendre son contrôle mondial bien au-delà des frontières traditionnelles de l'Europe, en pensant à une Russie en crise et, en orientant ensuite ses intérêts géopolitiques vers le nouveau concurrent mondial émergent, la Chine.

De son côté, la Russie, après le choc de la dissolution de son ancien empire, a trouvé en Vladimir Poutine le parfait représentant d'un sentiment revanchard. Pendant ce temps, le Vieux Continent était resté les bras croisés, occultant la véritable raison qui avait poussé des États-nations dotés d'une histoire millénaire à s'unir : le besoin de paix. Le déclenchement de la guerre aux portes de l'Europe a certainement réveillé la conscience des hommes politiques et des dirigeants de l'UE ; la première réponse a en fait été solide et univoque de la part de chaque État membre, de bon augure pour ce dernier petit pas manqué pour faire de nous des protagonistes de la scène géopolitique mondiale. Il est probable que tous les citoyens européens pensaient qu'un ennemi commun finirait par unir politiquement les pays de l'Union.

Et en fait, l'Europe a imposé presque immédiatement et presque unanimement des sanctions très lourdes à Moscou. Il suffit de penser au blocage des opérations bancaires, ou au gel des avoirs des oligarques russes, ou encore au blocage de l'import-export de nombreuses marchandises vers et depuis la Russie. Pratiquement tous les pays de l'Union se sont rangés en faveur de l'Ukraine, décrétant, entre autres, deux mesures historiques : des mesures économiques européennes pour

financer les capacités militaires ukrainiennes, y compris des armements meurtriers (ce qui impliquait également un réarmement formel de l'Allemagne, un événement sans précédent depuis l'après-guerre) et l'application des directives d'accueil des réfugiés (la directive de 2001 restait une vague hypothèse jamais appliquée).

Mais le véritable tournant crucial s'est produit le 24 juin 2022, lorsque l'Union a accordé à l'Ukraine le statut de candidat à l'adhésion à l'UE. Depuis une décennie, les guerres sur les territoires du Donbass sont « acceptées » parce qu'elles sont lointaines. Dans le scénario actuel, tous les pays européens pris individuellement ne sont pas tous disposés à accepter une dimension globale de la question (Morawski, 2003).

Ce qui est certain, c'est que la volonté de l'Ukraine d'adhérer à l'Union reste un fait diplomatique sans précédent pour l'Europe, une opposition pratiquement transversale dans un moment historique sans précédent et aux conséquences incertaines, compte tenu, entre autres, du fait que même l'acceptation de la candidature d'un État s'était toujours déroulée dans le passé dans un climat de paix, et jamais pendant une guerre et contre un pays en guerre. Et jamais en s'opposant, pour parvenir à cet élargissement, à un ennemi belligérant doté d'une telle portée économique et militaire. Dans le passé, il s'agissait toujours et uniquement d'une question de chiffres et d'institutions. Mais aujourd'hui, décider de s'ouvrir à un éventuel élargissement à l'Ukraine signifie rompre définitivement les relations avec le vieux partenaire russe. Et l'ironie de l'histoire met précisément en lumière ce projet politique d'union né pour éviter la guerre et aujourd'hui éclipsé par la pire crise de guerre que le Vieux Continent ait connue depuis la Seconde Guerre mondiale.

L'Europe se réveille de la léthargie de la paix, se redécouvre comme un acteur central, qui a trop longtemps laissé à d'autres le soin d'agir et de jouer son rôle, divisé territorialement entre les tensions bipolaires jamais vraiment disparues entre l'Amérique et la Russie, et qui sont désormais devenus tripolaires impliquant également la Chine qui, en entrant sur la scène internationale avec ses projets de Route de la Soie aboutissant dans la Ruhr, a fait redécouvrir à l'Europe qu'elle est toujours le centre du monde (Fabbri, 2022). Et même dans cette guerre, nous découvrons que le véritable conflit s'étendait déjà avant même que les armes ne soient mises sur le terrain.

Seul le temps nous dira quelles seront les répercussions de cette guerre, également parce que si européens, nous ne parvenons pas à trouver enfin notre centre de gravité, nous risquons de nous désunir, de perdre la plus grande opportunité politique qui nous soit jamais arrivée, celle de nous débarrasser enfin de nos petits mondes anciens, pour commencer à jouer un rôle global que nous avons trop longtemps délégué à la seule économie.

L'Europe toute entière est appelée à une tâche qu'elle a trop longtemps négligée, celle de s'inventer, ou plutôt de se redécouvrir, comme le centre d'un monde qui a changé non pas vers la paix, mais vers de plus grands conflits. L'économie, qui a longtemps été au centre de l'action de l'Union, s'est révélée être un instrument trop limité pour pouvoir servir de ciment à des États aussi divers et constitue aujourd'hui un point de départ dépassé qui, si nous n'obligeons pas tout le monde à suivre une action politique décisive véritablement transversale, nous portera à succomber aux menaces armées, mais aussi seulement aux influences extérieures, faisant de nous des spectateurs.

5. Conclusion

Avant la pandémie et le conflit russo-ukrainien, l'Union européenne était confrontée à une crise économique, compte tenu également de l'importance d'apporter des réponses à la lumière de la troisième révolution industrielle. C'est pourquoi la nécessité de mobiliser davantage d'investissements publics et privés pour relancer la croissance et la création d'emplois a été soulignée ; promouvoir une Europe numérique par rapport à ce que font l'Asie et l'Amérique à ce niveau ; mettre en œuvre une Union de l'énergie pour la dépendance extérieure ; réduire la dette.

À un autre niveau, il était essentiel de responsabiliser les citoyens et de promouvoir des politiques de participation et d'inclusion accrues, en s'attaquant aux inégalités qui affectent la cohésion de l'UE et compromettent sa puissance économique. En effet, les disparités économiques et sociales restent fortes (meilleur enseignement primaire et secondaire, soins de santé inclusifs et accessibles, marchés du travail moins rigides). Cela permettrait de mieux répondre aux défis mondiaux. Le premier défi est représenté par le voisinage oriental en termes de désordre et de cohésion. En ce sens, la Russie pourrait continuer à exercer des pressions sur l'UE, ce qui pourrait avoir un impact sur la cohésion de l'UE, notamment en raison des répercussions commerciales (gaz). Vient ensuite le voisinage méridional, avec une certaine instabilité en Afrique du Nord et en Afrique centrale.

Un deuxième défi concerne la sécurité, l'approvisionnement énergétique et les transports. L'Europe est de plus en plus dépendante et les infrastructures de transport doivent être renforcées. Le troisième défi concerne l'immigration, les politiques migratoires sont à repenser car si l'accueil ne concerne que certains pays, la migration concerne l'ensemble de l'Europe. Principalement en raison de la crise des naissances, mais aussi en raison des besoins de main-d'œuvre, de l'économie et du capital humain en général. Le quatrième défi est de proposer un nouveau soft power.

Quel rôle le déclin démographique joue-t-il pour le commerce, l'investissement et l'aide au développement ? Sans oublier que l'euro est la deuxième monnaie la plus utilisée pour les réserves de change. Enfin, le cinquième défi se concentre sur la défense et le contrôle et pour cela, on doit disposer de plus de dépenses et de plus grandes capacités. L'UE doit être plus forte dans ses relations avec l'OTAN. Comment souhaitez-vous gérer la force militaire en termes de capacité et d'efficacité ? Pour répondre à ces défis, nous ne pouvons pas nous enfermer sur nous-mêmes, nous devons renforcer les partenariats stratégiques, les accords bilatéraux, la défense et la sécurité, réorganiser le débat sur la migration qui ne considère que quelques pays comme protagonistes de l'accueil pour des raisons géographiques.

D'ici 2030, les politiques migratoires de l'UE doivent s'adapter à la nature contemporaine des programmes de mobilité, qui doivent être équilibrés et durables. Les menaces et les risques externes peuvent limiter les plans de développement de l'UE, mais les principaux défis ne sont pas externes mais internes : reconstruire la confiance dans l'UE qui accomplit ses tâches de manière concrète et efficace, de manière tendancielle et tournée vers l'avenir, construire un leadership plus fort (Lizza, 2021; Epas, 2017).

À la lumière de ce qui est apparu ces dernières années, y compris le conflit, les difficultés résident précisément dans l'approche stratégique que l'UE doit adopter avec les États-Unis, la Chine et la Russie. Dans le premier cas, tout en encourageant davantage de commerce et d'investissements transatlantiques, on doit collaborer en matière de sécurité, d'innovation technologique et dans l'exercice conjoint d'un leadership mondial, y compris sur l'importance du climat en tant que question stratégique. Avec la Chine, leur approche individualiste doit être surmontée en impliquant les gouvernements, les entreprises et les sujets européens individuels.

Quant à la Russie, l'Italie a répondu avec détermination en faveur de l'Ukraine par des sanctions, de l'assistance, de l'accueil mais aussi dans la répartition des finances européennes et en créant de nouvelles formes de solidarité. Mais cette guerre représente un tournant important dans l'évolution politique européenne car les choix auront un fort impact sur les relations avec les États-Unis et la Chine. Il faudra trouver un équilibre entre le désir de paix et le besoin de stabilité. Il ne s'agit pas seulement d'un choix identitaire (considérer les Russes et les Ukrainiens comme des Européens), mais stratégique et, en ce sens, la résolution du conflit sera décisive. Et le résultat sera positif si les gouvernements européens ne sont pas distraits et divisés et si chaque pays ne noue pas des relations privilégiées pour se concentrer sur l'intérêt européen plus large (Ispi, 2023; Commissione europea, 2017). Tout cela passera par la réforme des Traités et les élections qui auront lieu en 2024.

Bibliographie

1. Arfaras G., I conti del suicidio britannico (2016), Limes, *Brexit e il Patto delle anglospie*, 6, pp. 14-20.
2. Brzezinski Z. (1998), *La grande scacchiera*, Longanesi, Milano.
3. Caselli G. P., Se l'Europa piange, Mosca non ride (2016), Limes, *Brexit e il Patto delle anglospie*, 6, pp. 24-30.
4. Churchill W. (2019), *Discorso tenuto all'Università di Zurigo il 19 settembre 1946*, *Traduzione di La Regina A., (2019) Istituto nazionale di Archeologia e Storia dell'Arte.*
5. Commissione europea (2017), *L'Europa in 12 Lezioni,* Belgio.
6. Coppola P. (1984), *Impegno mediterraneo e rilancio dell'Europa Comunitaria*, Bollettino della Sg*i*, Roma, fasc. 1-6, p.38.
7. De Michelis G. (2000), *La lezione di Belgrado: ripensare l'Europa insieme alla Russia*, Limes, I Balcani senza Milosevic, n°5, pp. 10-20.
8. Epas (2017), *Tendenze globali fino al 2030: l'Ue sarà in grado di affrontare le sfide future?* Lussemburgo.
9. *Grumo R. (2004), L'allargamento dell'Unione Europea e il lavoro: opportunità o minaccia, Ambiente Società Territorio, Geografia nelle scuole, Rivista dell'Associazione Italiana Insegnanti di Geografia, pp. 8-13.*
10. *Grumo R. (2007), Serbia and the Republic of SPRSKA in regional and global processes, in Ambiente Società e Territorio, Geografia nelle scuole, Rivista dell'Associazione Italiana Insegnanti di Geografia (Recensione), Roma, p. 41.*
11. *Grumo R. (2015), La Bosnia Herzegovina nel processo di stabilizzazione dei Balcani occidentali: divisione politica e debolezza economica, in Sellari P., Marconi M., Verso un nuovo paradigma geopolitico. Raccolta di scritti in onore di Gianfranco Lizza, Tomo II, Roma, Aracne, pp. 481-491.*
12. Ispi (2023), *Il mondo nel 2023*, Milano.
13. Lizza G. (1992), *Integrazione e regionalizzazione nella CEE*, Milano, Franco Angeli.
14. Lizza G. (2004), *Paneuropa Geografia e storia di un'idea*, Torino, Utet.
15. Lizza G. (2021), *Gli orizzonti della nuova geopolitica verso il 2050*, Torino, Utet.
16. Morawski P. (2003), *East is east: l'Ucraina nel limbo,* Limes, L'Europa americana n°3, pp. 15-26.
17. Olivi B. (1993), *L'Europa difficile. Storia politica della comunità europea*, Bologna, Il Mulino.
18. Bosco F., "il vuoto lasciato dalla Brexit nell'Unione Europea e i rischi per l'Italia", Open, 30 dicembre 2020**, https://www.open.online/2020/12/30/vuoto-lasciato-brexit-unione-europea-rischi-italia/.**
19. Commissione europea, "Jean Monnet: la forza unificatrice alla base della nascita dell'Unione Europea", https://european-union.europa.eu/system/files/2021-06/eu-pioneers-jean-monnet_it.pdf.)
20. Chiaruzzi M., "L'ingresso dell'Ucraina nell'UE, tra volontà e capacità", Atlante, 28 giugno 2022, Treccani.it, **https://www.treccani.it/magazine/atlante/geopolitica/L_ingresso_Ucraina_UE.html.**
21. Fabbri D., "L'Europa contesa nella guerra d'Ucraina", Domani.it, 24 febbraio 2022, **https://www.editorialedomani.it/politica/mondo/crisi-ucraina-russia-scenari-speciale-geopolitica-domani-dario-fabbri-oelra6vu.**
22. Guerrera A., "Brexit, il sondaggio plebiscito tre anni dopo: tutti (o quasi) contro l'uscita dall'Ue. Londra nel 2023 cresce meno della Russia", Repubblica.it, 31 gennaio 2023**, https://www.repubblica.it/esteri/2023/01/31/news/brexit_anniversario_tre_anni_sondaggi_ritorno_in_europa_ue_gran_bretagna_uk-385817978/.**
23. Junker J.-C., *Time for Action – Statement in the European Parliament plenary session ahead of the vote on the College*, Strasburgo, 22 ottobre 2014, https://ec.europa.eu/commission/presscorner/detail/en/SPEECH_14_1525.
24. Konrad, "Le conseguenze di Brexit, finora", *Il Post*, 22 ottobre 2021, **https://www.ilpost.it/2021/10/22/impatto-brexit-economia-britannica/**.
25. Preda D., Comunità europea del carbone e dell'acciaio, Milano, 2008. https://www.dizie.eu/dizionario/comunita-europea-del-carbone-e-dellacciaio/.